

- exécuter la politique du Gouvernement en matière de pêche maritime ;
- coordonner et contrôler les activités des directions centrales et des directions départementales de la pêche maritime ;
- concevoir, élaborer et mettre en oeuvre les programmes, les stratégies et les plans d'actions visant le développement de la pêche maritime ;
- proposer et mettre en oeuvre toutes mesures visant la conservation, l'aménagement et l'exploitation rationnelle et durable des ressources halieutiques marines ;
- participer aux inventaires et aux aménagements des ressources marines et veiller au maintien de l'équilibre de la biomasse ;
- initier et veiller à l'application de la législation et de la réglementation concernant la pêche maritime ;
- instruire les dossiers de demandes d'autorisation de la pêche maritime ;
- assurer la collecte, l'exploitation et l'analyse des statistiques ;
- assurer la valorisation des produits de la pêche maritime ;
- assurer l'expérimentation et la vulgarisation des équipements, des techniques et des résultats de la recherche dans le domaine de la pêche maritime ;
- veiller à l'introduction et à l'utilisation de nouvelles technologies ;
- proposer la répartition des quotas de production, d'importation et d'exportation des produits de la pêche maritime ;
- participer à l'actualisation des plans et des cartes de pêche permettant la localisation des lieux de la pêche maritime ;
- susciter la promotion des technologies appropriées en matière de pêche maritime artisanale et industrielle ;
- veiller au contrôle des navires, des embarcations et des engins de pêche maritime ;
- veiller à l'observation et à la surveillance de la pêche maritime ;
- gérer les ressources humaines, les finances et le matériel.

TITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 2 : La direction générale de la pêche maritime est dirigée et animée par un directeur général.

Article 3 : La direction générale de la pêche maritime, outre le secrétariat de direction, comprend :

- la direction de la pêche maritime ;
- la direction de l'aménagement des pêcheries maritimes ;
- la direction des affaires administratives et financières ;
- les directions départementales de la pêche maritime.

Chapitre I : Du secrétariat de direction

Article 4 : Le secrétariat de direction est dirigé et animé par un chef de secrétariat qui a rang de chef de service.

Il est chargé de tous les travaux de secrétariat, notamment, de :

- la réception et l'expédition du courrier ;
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents ;
- la saisie et la reprographie des correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, de toute autre tâche qui peut lui être confiée.

Chapitre II : De la direction de la pêche maritime

Article 5 : La direction de la pêche maritime est dirigée et animée par un directeur. Elle est chargée, notamment, de :

- concevoir et promouvoir la politique de développement de la pêche maritime ;
- assurer l'exploitation rationnelle et durable des ressources en application des plans d'aménagement ;
- initier et suivre l'application de la réglementation relative à la pêche maritime ;
- préparer les permis et les licences sollicitées par les embarcations et navires de pêche ;

Décret n° 2008-313 du 5 août 2008 portant attributions et organisation de la direction générale de la pêche maritime.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement.

Décète :

TITRE I : DES ATTRIBUTIONS

Article premier : La direction générale de la pêche maritime est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de pêche maritime.

Elle est chargée, notamment, de :

- proposer la répartition et l'octroi des quotas de capture, d'exportation et d'importation ;
- assurer l'encadrement technique et l'assistance nécessaire aux professionnels de la pêche maritime ;
- expérimenter et vulgariser les équipements, les techniques et les résultats de la recherche dans le domaine de la pêche maritime ;
- émettre des avis sur les dossiers d'implantation des sociétés de pêche maritime ;
- tenir à jour les fichiers des navires et des embarcations de pêche maritime ;
- suivre la production halieutique ;
- protéger le milieu aquatique.

Article 6 : La direction de la pêche maritime comprend :

- le service de la pêche maritime industrielle ;
- le service de la pêche maritime artisanale.

Chapitre III : De la direction de l'aménagement des pêcheries maritimes

Article 7 : La direction de l'aménagement des pêcheries maritimes est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- proposer la politique de gestion durable des pêcheries maritimes et veiller à son application ;
- initier les textes législatifs et réglementaires en matière de pêche maritime ;
- élaborer et mettre en oeuvre les plans d'aménagement des pêcheries maritimes ;
- participer à l'élaboration et à l'exécution des programmes de recherche halieutique et de surveillance des pêches ;
- étudier les dossiers relatifs à l'implantation des sociétés de pêche ;
- initier les études économiques et sociales du secteur de la pêche maritime ;
- collecter et analyser l'ensemble des informations statistiques nécessaires à la gestion durable des pêcheries maritimes ;
- initier les quotas de capture, d'importation et d'exportation des produits de la pêche maritime.

Article 8 : La direction de l'aménagement des pêcheries maritimes comprend :

- le service de la réglementation de la pêche maritime ;
- le service de l'aménagement des pêcheries maritimes.

Chapitre IV : De la direction des affaires administratives et financières

Article 9 : La direction des affaires administratives et financières est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- gérer le personnel ;
- gérer les finances et le matériel ;
- gérer les archives et la documentation.

Article 10 : La direction des affaires administratives et financières comprend :

- le service du personnel ;
- le service des finances et du matériel ;
- le service des archives et de la documentation.

Chapitre V : Des directions départementales

Article 11 : Les directions départementales sont dirigées et animées par des directeurs départementaux qui ont rang de chef de service.

Elles sont chargées, notamment, de :

- appliquer les lois et règlements au niveau des départements ;
- concevoir les programmes portant sur les domaines d'intérêt départemental ;
- promouvoir les activités de pêche maritime dans les

départements ;

- assurer l'encadrement technique et l'assistance des acteurs de la pêche maritime ;
- contrôler l'implantation des activités de pêche maritime dans les départements et en assurer la promotion ;
- vulgariser les activités de pêche maritime dans les départements ;
- assurer l'encadrement des activités de pêche maritime dans les départements ;
- vulgariser les techniques appropriées en matière de pêche maritime dans les départements ;
- assurer la surveillance et l'inspection des activités de pêche maritime dans les départements ;
- assurer l'inspection sanitaire des produits de pêche maritime et de leurs dérivés ;
- assurer la valorisation des produits de pêche maritime et de leurs dérivés ;
- contrôler la salubrité et la qualité des produits de pêche maritime et de leurs dérivés ;
- appliquer les mesures relatives à la démarche qualité ;
- tenir les fichiers des embarcations, des navires et des engins de pêche maritime ;
- collecter les statistiques dans le domaine de la pêche maritime ;
- gérer le personnel, les finances et le matériel.

Article 12 : Chaque direction départementale comprend :

- le service de la pêche maritime ;
- le service de l'aménagement des pêcheries maritimes et des statistiques ;
- le service de la valorisation des produits de la pêche maritime et de la démarche qualité ;
- le service administratif et financier.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 13 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre.

Article 14 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire, qui a rang de chef de bureau.

Article 15 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 5 août 2008

Denis SASSOU N'GUESSO

Par le Président de la République,

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Jean Martin MBEMBA

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

Pacifique ISSOÏBEKA

Le ministre de la pêche maritime et continentale, chargé de l'aquaculture,

Guy Brice Parfait KOLELAS